

S O S L M H H H 19

8314

(1939)

V.D. 8.337 - Organisation du Service
des Approvisionnements.-

Organisation du Service des Approvisionnements
en cas de mobilisation.-

Organisation du Service des Approvisionnements en cas de mobilisation

Instruction Générale - Service Spécial n° 1	23. 8.39
Instruction Générale - Service Spécial n° 8	25. 8.39
Rectificatif à l'Instruction Générale n° 1	4. 9.39
Rectificatif n° 1 à l'Instruction Générale n° 8	6. 9.39
Instruction Générale - Service Spécial n° 8	18. 9.39
Rectificatif 2 à l'I.G. S.S.S.	18. 9.39

A

Paris, le 18 septembre 1939.

COL.

Nm.
83

CONFIDENTIEL

L'Instruction Générale « Service spécial » Série Organisation de la S.N.C.F. n° 8, déjà modifiée par le Rectificatif n° 1, est, en outre, modifiée sur les points suivants :

— Substituer dans tout le texte aux mots « en cas de mobilisation » les mots « pendant la durée des hostilités ».

Article 1^{er} — Modifier ainsi le 1^{er} alinéa : « La présente Instruction Générale **demeurera en vigueur pendant la durée des hostilités** ».

CHAPITRE 1^{er}. — Article 2. — 1^o - Ajouter après les mots « la Division des Combustibles » l'alinéa suivant :

« Toutefois, la Division des Approvisionnements se décharge sur les Services Centraux techniques intéressés, Matériel et Installations Fixes, du contrôle du travail des magasins des Régions. »

2^o - Modifier ainsi le 3^e alinéa :

« Enfin, la Division du Contrôle des Marchés est chargée, d'accord avec les Services Centraux techniques intéressés, d'élaborer les clauses à insérer dans les marchés et contrats en conformité de la législation spéciale du temps de guerre. Cette Division exerce le contrôle *a posteriori* des contrats, marchés et avenants d'un montant supérieur à 400000 f. non soumis au contrôle *a priori*, quel qu'en soit le mode de passation (adjudication ou gré à gré) (1). En outre, cette Division étudie *a posteriori* les contrats, marchés et avenants soumis au contrôle *a priori*, que le Directeur Général lui renvoie pour examen. »

Le renvoi (1) étant ainsi conçu :

« Le contrôle *a priori* est exercé auprès du Directeur Général par le Chef du Service Technique de la Direction Générale en vertu de l'Instruction Générale « Service Spécial » Série Organisation de la S.N.C.F. n° 1 (compte tenu du Rectificatif n° 1 du 4 septembre 1939). »

3^o - Ajouter après le 3^e alinéa, l'alinéa suivant :

« Le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est chargé d'assurer la liaison avec le Ministère de l'Armement et avec les Ministères mobilisateurs. »

Article 3. — Abrogé.

CHAPITRE II. — Reporter l'article 8 à la suite de l'article 4.

L'article 5 devient l'article 6.

CHAPITRE III. — **Titre :** le rétablir comme suit : « Relations entre le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, les Services Centraux techniques et les Régions pendant la durée des hostilités » et supprimer le sous-titre.

L'article 6 devient 7.

Insérer un **article 8 nouveau** ainsi conçu :

« Un haut fonctionnaire de chacun des Services Centraux du Matériel et des Installations Fixes est chargé d'apporter au Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés une collaboration étroite pour toutes les questions relatives aux approvisionnements et aux achats. »

L'article 7 devient l'article 9.

Ajouter un **article 10** ainsi conçu :

« Les fiches de pénurie émises par les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements sont transmises directement à la Division des Approvisionnements.

« Les fiches d'alerte et les fiches d'excédent émises par les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements sont transmises au Service Central technique intéressé (Matériel ou Installations Fixes) qui provoque l'action de la Division des Approvisionnements. En cas d'urgence, le Service Central technique intéressé peut procéder d'office à des virements de stocks importants de Région à Région ou prescrire la confection de pièces par les Etablissements, sauf à tenir la Division des Approvisionnements immédiatement informée des mesures prises.

« Dans tous les cas, c'est à la Division des Approvisionnements, saisie par les Régions ou par les Services Centraux techniques, qu'il incombe d'actionner les fournisseurs. »

ANNEXE. — Supprimer les paragraphes intitulés « Catégories d'achats effectués en temps de guerre par les Régions fusionnées » et « Dispositions transitoires concernant les services en cours de transformation. »

Une édition de la présente Instruction Générale comportant les modifications du Rectificatif n° 1 et les modifications ci-dessus est jointe au présent Rectificatif.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

A

Paris, le 18 septembre 1939.

Col.

Nm.
83

CONFIDENTIEL

**ORGANISATION DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS,
COMMANDES ET MARCHÉS
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

— Le présent tirage annule et remplace le tirage du 25 août 1939
ainsi que les Rectificatifs n° 1 et 2 des 6 et 18 septembre 1939

Article 1^{er}. — Préambule.

La présente Instruction Générale demeurera en vigueur pendant la durée des hostilités.

Elle est distribuée aux destinataires des Notes Générales de la Série Approvisionnement, Commandes et Marchés (Diffusion normale).

CHAPITRE I

**ATTRIBUTIONS DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS,
COMMANDES ET MARCHÉS, PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

Article 2.

a) En règle générale, le Service des Approvisionnement, Commandes et Marchés, conserve pendant la durée des hostilités **du point de vue des catégories d'affaires**, ses attributions du temps de paix en ce qui concerne :

- la **Division des Approvisionnements**,
- la **Division des Achats et des Ventes**,
- la **Division du Contrôle des Fabrications**,
- la **Division des Combustibles**.

Toutefois, la **Division des Approvisionnements** se décharge sur les Services Centraux techniques intéressés, Matériel et Installations Fixes, du contrôle du travail des magasins des Régions.

De son côté, la **Division de l'Energie Electrique**, continue à assurer la direction générale de l'approvisionnement en courant, les liaisons avec les organismes supérieurs du pays et la direction de l'ensemble des installations de production et de transport ; par contre, elle se décharge entièrement sur la Région du Sud-Ouest de la gestion des usines et des lignes.

Enfin, la **Division du Contrôle des Marchés** est chargée, d'accord avec les Services Centraux techniques intéressés, d'élaborer les clauses à insérer dans les marchés et contrats en conformité de la législation spéciale du temps de guerre. Cette Division exerce le con-

trôle *à posteriori* des contrats, marchés et avenants d'un montant supérieur à 400000 f non soumis au contrôle *a priori*, quel qu'en soit le mode de passation (adjudication ou gré à gré) (1). En outre, cette Division étudie *a posteriori* les contrats, marchés et avenants soumis au contrôle *a priori*, que le Directeur Général lui renvoie pour examen.

Le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est chargé d'assurer la liaison avec le Ministère de l'Armement et avec les Ministères mobilisateurs.

Par dérogation à la règle générale ci-dessus, les Directeurs de l'Exploitation des Régions ont, **en cas d'urgence**, toute liberté d'action en ce qui concerne les **catégories** d'affaires normalement dans les attributions du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, sous réserve de rendre compte des décisions prises pour ces affaires.

Les délégations de pouvoirs dévolues à chaque autorité pour traiter les catégories d'affaires de son ressort, sont fixées à l'article 6 de l'Instruction Générale - Service Spécial - Série Organisation de la S.N.C.F. n° 1, ainsi qu'aux Circulaires nos 1 et 2 des 1^{er} et 2 septembre 1939 pour l'application de l'Ordre Général n° 17, en cas de mobilisation.

Article 3. — Abrogé.

CHAPITRE II

**ORGANISATION du SERVICE des APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHÉS,
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

Article 4.

En cas d'éloignement prescrit par un Avis Général du Directeur Général, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est réparti en cinq groupes dont les emplacements sont désignés ci-après par A, B, C, D, E, et qui seront portés à la connaissance de tous les Services par l'Avis Général susvisé.

GROUPE I. — Emplacement A :

- le Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, et une partie de ses collaborateurs immédiats et du Secrétariat du Service ;
- quelques représentants des Divisions éloignées en d'autres emplacements ;
- la partie non mise à disposition de la Région du Sud-Ouest de la Division de l'Energie Electrique ;
- les éléments maintenus auprès du Directeur du Service A de la Division du Contrôle des Marchés.

GROUPE II. — Emplacement B :

- la Division des Combustibles.

GROUPE III. Emplacement C :

- les collaborateurs du Directeur et les agents du Secrétariat du Service non retenus au Groupe I ;
- la Division des Approvisionnements } à l'exclusion de la Subdivision des Imprimés
- la Division des Achats et Ventes } et Fournitures Administratives.
- la Division du Contrôle des Fabrications.

GROUPE IV. Emplacement D :

- une partie de la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives.

GROUPE V. — Emplacement E :

- le reste de la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives.

Article 5.

Dès réception de l'Avis Général prévu à l'article 4, le courrier destiné au Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés sera adressé, selon sa nature, aux Groupes I à V définis ci-dessus à l'emplacement indiqué sur l'Avis Général.

(1) Le contrôle *a priori* est exercé auprès du Directeur Général par le Chef du Service Technique de la Direction Générale en vertu de l'Instruction Générale "Service Spécial" — Série Organisation de la S.N.C.F. n° 1 (compte tenu du rectificatif n° 1 du 4 septembre 1939).

Il est précisé :

- que le courrier courant destiné à la Division des Approvisionnements et à la Division des Achats et Ventes est à expédier à l'emplacement C.
- que le courrier courant destiné à la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives est à expédier à l'emplacement E.

Article 6. — Dispositions d'exécution.

Les deux Divisions des Approvisionnements, des Achats et des Ventes, actuellement en cours de formation, seront constituées sans délai par prélèvement sur les Services Régionaux intéressés, de manière à assurer l'ensemble des attributions qui leur sont dévolues par l'Annexe 7 à l'Ordre Général n° 19.

CHAPITRE III

**RELATIONS entre le SERVICE des APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHÉS,
LES SERVICES CENTRAUX TECHNIQUES ET LES RÉGIONS
PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

Article 7.

Dans le cadre des attributions et de l'organisation du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés définies ci-dessus, les relations entre le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés et les Régions restent pendant la durée des hostilités, celles qui sont indiquées dans la Note Générale, Série Organisation de la S.N.C.F. N° 8-A 8.

Article 8.

Un haut fonctionnaire de chacun des Services Centraux du Matériel et des Installations Fixes est chargé d'apporter au Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés une collaboration étroite pour toutes les questions relatives aux approvisionnements et aux achats.

Article 9.

Les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements prévues à l'Ordre Général n° 16 (une Subdivision Approvisionnements au Service Matériel et Traction, une Subdivision Travaux et Approvisionnements au Service Voie et Bâtiments de chaque Région) auront dorénavant pour attributions de recevoir des consommateurs, de mettre au point et de transmettre au Service A les demandes de réapprovisionnements, d'établir la liaison entre les Magasins, les Ateliers, les Etablissements consommateurs et le Service A.

Ces Subdivisions suivent, en principe, en cas d'éloignement, le sort des Services Régionaux auxquels elles appartiennent.

Les Régions conservent la direction et la gestion des Magasins généraux.

Article 10.

Les fiches de pénurie émises par les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements sont transmises directement à la Division des Approvisionnements.

Les fiches d'alerte et les fiches d'excédent émises par les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements sont transmises au Service Central technique intéressé (Matériel ou Installations Fixes) qui provoque l'action de la Division des Approvisionnements. En cas d'urgence, le Service Central technique intéressé peut procéder d'office à des virements de stocks importants de Région à Région ou prescrire la confection de pièces par les Etablissements, sauf à tenir la Division des Approvisionnements immédiatement informée des mesures prises.

Dans tous les cas, c'est à la Division des Approvisionnements, saisie par les Régions ou par les Services Centraux techniques, qu'il incombe d'actionner les fournisseurs.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

ÉTABLISSEMENT DES COMMANDES ET ORDRES DE LIVRAISON A VALOIR SUR PRÉAVIS DE SOUS-COMMANDES

UTILISATION PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS DES PRÉAVIS DE SOUS-COMMANDES

Observation générale.

Le préavis de sous-commande donne des indications sur les quantités de marchandises qu'il sera *certainement* possible d'obtenir mensuellement chez chaque fournisseur.

Il ne donne, à ce point de vue, qu'une indication, et il sera parfois possible au service acheteur d'obtenir du fournisseur des quantités supérieures aux prévisions du préavis.

Les commandes faites en quantités à valoir sur les préavis de sous-commandes seront passées, jusqu'à nouvel ordre, sans discussion de prix ; cependant, le dernier prix payé avant la mobilisation y sera indiqué pour ordre.

LANCEMENT DES COMMANDES AUX FOURNISSEURS DANS LE CAS DES ARTICLES FIGURANT SUR DES PRÉAVIS DE SOUS-COMMANDES

1^{er} cas. — Commandes en cours.

Il y aura lieu, à la mobilisation, d'examiner l'état de toutes les commandes en cours ;

- a) — **Pour des articles non inscrits sur préavis de sous-commande du fournisseur considéré :** on demandera au fournisseur de terminer la commande si cela lui est possible. S'il refuse, on tombe dans le 2^e cas ci-après.
- b) — **Pour des articles ayant fait l'objet de préavis de sous-commande du fournisseur considéré :** on demandera au fournisseur s'il lui est possible de terminer la commande sans nouvelle commande ; si le fournisseur répond ne pas le pouvoir, il faudra immédiatement lui faire une commande correspondant au solde de la commande en cours et à valoir sur des préavis de sous-commandes.

2^e cas.

Il ne s'agit pas de commande en cours : on établira, au fur et à mesure des besoins des commandes à valoir sur préavis de sous-commandes.

A

Paris, le 6 septembre 1939.

Col.

Nm.
83**CONFIDENTIEL**

**ORGANISATION DU SERVICE
DES APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHÉS
EN CAS DE MOBILISATION**

Les agents devront porter en marge de l'Instruction Générale précitée la mention :
« Modifiée par le Rectificatif N° 1, en date du 6 septembre 1939 ».

Page 2, **Biffer** tout le texte de la page 2,

Le remplacer par le bécuet ci-joint.

Page 3, **Biffer** l'article 5,

Le remplacer par le bécuet ci-joint : article 5 — Dispositions d'exécution.

Page 4, **Biffer** l'article 7,

Le remplacer par le bécuet ci-joint : article 7.

Page 6, Annexe — **Supprimer** le texte relatif aux catégories d'achats effectués en temps de guerre par les Régions non fusionnées.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

Béquet à coller sur la page 2 de l'I. G.
Service Spécial-Organisation S. N. C. F.
N° 8.
6-9-39.

Par dérogation à la règle générale ci-dessus, les Directeurs de l'Exploitation des Régions ont, **en cas d'urgence**, toute liberté d'action en ce qui concerne les **catégories** d'affaires normalement dans les attributions du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, sous réserve de rendre compte des décisions prises pour ces affaires.

Les délégations de pouvoirs dévolues à chaque autorité pour traiter les catégories d'affaires de son ressort, sont fixées à l'article 6 de l'Instruction Générale - Service Spécial - Série Organisation de la S. N. C. F. n° 1, ainsi qu'aux Circulaires n° 1 et 2 des 1^{er} et 2 Septembre 1939 pour l'application de l'Ordre Général n° 17, en cas de mobilisation.

Béquet à coller sur l'Art. 5
de l'I. G. Service Spécial-
Organisation S. N. C. F.
N° 8.
6-9-39.

Article 5. — Dispositions d'exécution.

Les deux divisions des Approvisionnements, des Achats et des Ventes, actuellement en cours de formation, seront constituées sans délai par prélèvement sur les Services Régionaux intéressés, de manière à assurer l'ensemble des attributions qui leur sont dévolues par l'Annexe 7 à l'Ordre Général n° 19.

Béquet à coller sur l'Art. 7 de l'I. G. Service
Spécial-Organisation S. N. C. F. N° 8.
6-9-39.

Article 7.

Les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements prévues à l'Ordre Général n° 16 (une Subdivision Approvisionnements au Service Matériel et Traction, une Subdivision Travaux et Approvisionnements au service Voie et Bâtiments de chaque Région) auront dorénavant pour attributions de recevoir des consommateurs, de mettre au point et de transmettre au Service A les demandes de réapprovisionnements, d'établir la liaison entre les Magasins, les Ateliers, les Etablissements consommateurs et le Service A.

Ces Subdivisions suivent, en principe, en cas d'éloignement, le sort des Services Régionaux auxquels elles appartiennent.

Les Régions conservent la direction et la gestion des Magasins généraux.

Paris, le 18 septembre 1939.

COL.

Nm.
83

CONFIDENTIEL

L'Instruction Générale « Service spécial » Série Organisation de la S.N.C.F. n° 8, déjà modifiée par le Rectificatif n° 1, est, en outre, modifiée sur les points suivants :

— Substituer dans tout le texte aux mots « **en cas de mobilisation** » les mots « **pendant la durée des hostilités** ».

Article 1^{er} — Modifier ainsi le 1^{er} alinéa : « La présente Instruction Générale **demeurera en vigueur pendant la durée des hostilités** ».

CHAPITRE I^{er}. — Article 2. — 1^o - Ajouter après les mots « **la Division des Combustibles** » l'alinéa suivant :

« Toutefois, **la Division des Approvisionnements** se décharge sur les Services Centraux techniques intéressés, Matériel et Installations Fixes, du contrôle du travail des magasins des Régions. »

2^o - Modifier ainsi le 3^o alinéa :

« Enfin, **la Division du Contrôle des Marchés** est chargée, d'accord avec les Services Centraux techniques intéressés, d'élaborer les clauses à insérer dans les marchés et contrats en conformité de la législation spéciale du temps de guerre. Cette Division exerce le contrôle *a posteriori* des contrats, marchés et avenants d'un montant supérieur à 400000 f. non soumis au contrôle *a priori*, quel qu'en soit le mode de passation (adjudication ou gré à gré) (1). En outre, cette Division étudie *a posteriori* les contrats, marchés et avenants soumis au contrôle *a priori*, que le Directeur Général lui renvoie pour examen. »

Le renvoi (1) étant ainsi conçu :

« Le contrôle *a priori* est exercé auprès du Directeur Général par le Chef du Service Technique de la Direction Générale en vertu de l'Instruction Générale « Service Spécial » Série Organisation de la S.N.C.F. n° 1 (compte tenu du Rectificatif n° 1 du 4 septembre 1939). »

3^o - Ajouter après le 3^o alinéa, l'alinéa suivant :

« Le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est chargé d'assurer la liaison avec le Ministère de l'Armement et avec les Ministères mobilisateurs. »

Article 3. — Abrogé.

CHAPITRE II. — Reporter l'article 8 à la suite de l'article 4.

L'article 5 devient l'article 6.

CHAPITRE III. — **Titre:** le rétablir comme suit : « Relations entre le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, les Services Centraux techniques et les Régions pendant la durée des hostilités » et supprimer le sous-titre.

L'article 6 devient 7.

Insérer un **article 8 nouveau** ainsi conçu :

« Un haut fonctionnaire de chacun des Services Centraux du Matériel et des Installations Fixes est chargé d'apporter au Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés une collaboration étroite pour toutes les questions relatives aux approvisionnements et aux achats. »

L'article 7 devient l'article 9.

Ajouter un **article 10** ainsi conçu :

« Les fiches de pénurie émises par les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements sont transmises directement à la Division des Approvisionnements.

« Les fiches d'alerte et les fiches d'excédent émises par les Subdivisions Régionales d'Approvisionnements sont transmises au Service Central technique intéressé (Matériel ou Installations Fixes) qui provoque l'action de la Division des Approvisionnements. En cas d'urgence, le Service Central technique intéressé peut procéder d'office à des virements de stocks importants de Région à Région ou prescrire la confection de pièces par les Etablissements, sauf à tenir la Division des Approvisionnements immédiatement informée des mesures prises.

« Dans tous les cas, c'est à la Division des Approvisionnements, saisie par les Régions ou par les Services Centraux techniques, qu'il incombe d'actionner les fournisseurs. »

ANNEXE. — Supprimer les paragraphes intitulés « Catégories d'achats effectués en temps de guerre par les Régions fusionnées » et « Dispositions transitoires concernant les services en cours de transformation. »

Une édition de la présente Instruction Générale comportant les modifications du Rectificatif n° 1 et les modifications ci-dessus est jointe au présent Rectificatif.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

RECTIFICATIF N° 1
A L'INSTRUCTION GÉNÉRALE-SERVICE SPÉCIAL
SÉRIE ORGANISATION DE LA S.N.C.F. N° 1
du 23 août 1939

D

Paris, le 4 septembre 1939.

Col.

Nm.
83

Les agents devront inscrire sur l'Instruction précitée la mention :
« Modifiée par le Rectificatif N° 1 (article 7) du 4 septembre 1939 ».

A l'article 7 : RAYER :

« Des instructions spéciales régleront le contrôle a posteriori à exercer sur les autres contrats ».

Puis AJOUTER un 3^e alinéa ainsi conçu (Béquet ci-dessous).

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

Rectificatif N° 1 à l'Instruction Générale
Service Spécial-Série Organisation de
la S. N. C. F. N° 1. Béquet à coller
à l'article 7 in fine.

« Ce contrôle a priori portera également sur les commandes et marchés soumis à la Commission des marchés, compte tenu des nouvelles règles compétences de la Commission.

Le contrôle a priori sera exercé jusqu'à nouvel avis par le Chef du Service Technique de la Direction Générale, installé 88, rue Saint-Lazare, auprès du Directeur Général.

Le contrôle a posteriori des contrats de toutes natures continuera à être exercé par la Division du Contrôle des marchés sous les ordres du Directeur du Service A pour tous les marchés et avenants, d'un montant supérieur à 400.000 francs (qu'ils aient été passés par adjudication, ou de gré à gré) et non soumis au contrôle a priori ».

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**

des

**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**INSTRUCTION GÉNÉRALE
"SERVICE SPÉCIAL"**

SÉRIE ORGANISATION DE LA S. N. C. F. N° 8

A

Paris, le 25 août 1939.

Col.

Nm.
83

CONFIDENTIEL

**ORGANISATION DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHÉS
EN CAS DE MOBILISATION**

Article 1. — Préambule.

La présente Instruction Générale entrera en vigueur au moment de la mobilisation.
Elle est distribuée aux destinataires des Notes Générales de la Série Approvisionnement-
nements, Commandes et Marchés (Diffusion normale).

CHAPITRE I

**ATTRIBUTIONS DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS,
COMMANDES ET MARCHÉS, EN CAS DE MOBILISATION**

Article 2.

a) En règle générale, le Service des Approvisionnement, Commandes et Marchés, conserve en cas de mobilisation, **du point de vue des catégories d'affaires**, ses attributions du temps de paix en ce qui concerne :

- la **Division des Approvisionnements**,
- la **Division des Achats et des Ventes**,
- la **Division du Contrôle des Fabrications**,
- la **Division des Combustibles**.

De son côté, la **Division de l'Energie Electrique**, continue à assurer la direction générale de l'approvisionnement en courant, les liaisons avec les organismes supérieurs du pays et la direction de l'ensemble des installations de production et de transport ; par contre, elle se décharge entièrement sur la Région du Sud-Ouest de la gestion des usines et des lignes.

Enfin, la **Division du Contrôle des Marchés** opérera, dans des conditions qui seront précisées par des instructions spéciales ; dans le cas où la mobilisation interviendrait avant que ces instructions soient établies, le Contrôle *a priori* des contrats serait limité aux marchés allant normalement à la signature du Directeur Général ou du Président du Conseil d'Administration et exercé par un fonctionnaire désigné, relevant directement du Directeur Général.

Par dérogation à la règle générale ci-dessus, les Directeurs de l'Exploitation des Régions ont, **en cas d'urgence**, toute liberté d'action en ce qui concerne les **catégories** d'affaires normalement dans les attributions du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, sous réserve de rendre compte des décisions prises pour ces affaires.

Les délégations de pouvoirs dévolues à chaque autorité pour **traiter les catégories d'affaires de son ressort**, seront fixées à l'Instruction Générale — Service Spécial — Série Organisation de la S.N.C.F. N° 1. L'épreuve de ladite Instruction Générale, en date du 25 mai 1939, comporte les dispositions ci-après, qui seront appliquées, sauf décision contraire :

« Des instructions spéciales préciseront, ainsi qu'il est dit ci-après, les attributions du temps de guerre des Services Centraux et des Régions. »

« Dans la limite des attributions ainsi dévolues aux Régions en temps de guerre, les pouvoirs fixés à l'Ordre Général N° 17 pour les Directeurs des Services Centraux (le Directeur des Services Financiers excepté) sont délégués, dès le premier jour de la mobilisation, aux Directeurs de l'Exploitation des Régions ; parmi ces pouvoirs ainsi sous-délégués, sous la réserve du paragraphe précédent, figurent notamment les pouvoirs délégués en temps de paix au Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, en ce qui concerne les « Marchés et traités qui, en raison de leur urgence, de la fluctuation des cours, des conditions économiques ou financières, etc... requièrent célérité ». »

« Les Directeurs des Services Centraux recevront, de leur côté, des pouvoirs spéciaux par délégation du Directeur Général. »

« Compte rendu sommaire ou copie des décisions prises sera adressé par les Directeurs de l'Exploitation des Régions aux Directeurs des Services Centraux pour les affaires qui, en temps de paix, sont de la compétence de ces Services. »

« Certaines catégories de contrat devront faire l'objet d'un contrôle a priori (par exemple, conventions de longue durée susceptible d'engager la S. N. C. F. au-delà de la cessation des hostilités) : des instructions spéciales donneront, le cas échéant, toutes indications utiles. »

« D'autres instructions préciseront s'il y a lieu les clauses types à insérer dans certaines catégories de contrats à établir pendant la durée des hostilités. »

Article 3. — Dispositions transitoires.

A la date du 1^{er} juillet 1939 toutes les Divisions du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés sont entièrement constituées sauf la Division des Approvisionnements et la Division des Achats et Ventes qui sont en cours de formation.

En cas de mobilisation survenant avant la constitution définitive de ces deux Divisions, on maintiendra le statu quo, les organismes fusionnés restant fusionnés et conservant leurs attributions, les organismes non fusionnés restant dans les Régions et conservant leurs attributions.

CHAPITRE II

ORGANISATION DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHÉS, EN CAS DE MOBILISATION

Article 4.

En cas d'éloignement prescrit par un Avis Général du Directeur Général, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est réparti en cinq groupes dont les emplacements sont désignés ci-après par A, B, C, D, E et qui seront portés à la connaissance de tous les Services par l'Avis Général susvisé.

GROUPE I. — Emplacement A :

- le Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, et une partie de ses collaborateurs immédiats et du Secrétariat du Service ;
- quelques représentants des Divisions éloignées en d'autres emplacements ;
- la partie non mise à disposition de la Région du Sud-Ouest de la Division de l'Energie Electrique ;
- les éléments maintenus auprès du Directeur du Service A de la Division du Contrôle des Marchés.

GROUPE II. — Emplacement B :

- la Division des Combustibles.

GROUPE III. — Emplacement C :

- les collaborateurs du Directeur et les agents du Secrétariat du Service non retenus au Groupe I ;
- la Division des Approvisionnements / à l'exclusion de la Subdivision des Imprimés et
- la Division des Achats et Ventes / fournitures administratives.
- la Division du Contrôle des Fabrications.

GROUPE IV. — Emplacement D :

- une partie de la Subdivision des Imprimés et des Fournitures Administratives.

GROUPE V. — Emplacement E :

- le reste de la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives.

Article 5. — Dispositions transitoires.

En cas de mobilisation survenant avant la constitution définitive des deux Divisions, des Approvisionnements et des Achats et Ventes, seront éloignés à l'emplacement C :

- la partie existante de la Division des Approvisionnements (et en particulier le bureau de nomenclature) ;
- la partie existante de la Division des Achats et Ventes (et en particulier, la Subdivision des Achats Généraux Communs, et la Subdivision chargée des ventes des vieilles matières) ;
- les organismes d'approvisionnement fusionnés (au 1^{er} juillet 1939 : Service des Approvisionnements Matériel et Traction SUD-EST et NORD devant être scindés ultérieurement pour former les Divisions des Approvisionnements et des Achats et Ventes.

Les subdivisions régionales d'approvisionnement (une au Service du Matériel et de la Traction, l'autre au Service de la Voie et des Bâtiments), créés dans les Régions au fur et à mesure de l'absorption des Services régionaux d'Approvisionnement par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, suivent en cas de mobilisation le sort du Service régional auquel elles appartiennent.

CHAPITRE III

RELATIONS ENTRE LE SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHÉS ET LES RÉGIONS, EN CAS DE MOBILISATION.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 6.

Dans le cadre des attributions et de l'organisation du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés définies ci-dessus, les relations entre le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés et les Régions restent, en cas de mobilisation, celles qui sont indiquées dans la Note Générale, Série Organisation de la S. N. C. F. N° 8-A*.

Article 7. — Dispositions transitoires.

Les commandes et ordres de livraisons à valoir sur préavis de sous-commande, aussi longtemps que les Divisions des Approvisionnements et des Achats et Ventes ne seront pas entièrement constituées, seront préparées dans les conditions fixées à l'annexe à la présente Instruction Générale.

Article 8.

Dès réception de l'Avis Général prévu à l'article 4, le courrier destiné au Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés sera adressé, selon sa nature, aux Groupes I à V définis ci-dessus à l'emplacement indiqué sur l'Avis Général.

Il est précisé :

— que le courrier courant destiné à la Division des Approvisionnements et à la Division des Achats et Ventes est à expédier à l'emplacement C.

— que le courrier courant destiné à la Subdivision des Imprimés et Fournitures Administratives est à expédier à l'emplacement E.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

ÉTABLISSEMENT DES COMMANDES ET ORDRES DE LIVRAISON A VALOIR SUR PRÉAVIS DE SOUS-COMMANDES

Utilisation en cas de guerre des préavis de sous-commandes.

Observation générale.

Le préavis de sous-commande donne des indications sur les quantités de marchandises qu'il sera *certainement* possible d'obtenir mensuellement chez chaque fournisseur.

Il ne donne, à ce point de vue, qu'une indication, et il sera parfois possible au service acheteur d'obtenir du fournisseur des quantités supérieures aux prévisions du préavis.

Les commandes faites en quantités à valoir sur les préavis de sous-commandes seront passées, jusqu'à nouvel ordre, sans discussion de prix ; cependant, le dernier prix payé avant la mobilisation y sera indiqué pour ordre.

Lancement des commandes aux fournisseurs dans le cas des articles figurant sur des préavis de sous-commandes.

1^{er} cas. — Commandes en cours.

Il y aura lieu, à la mobilisation, d'examiner l'état de toutes les commandes en cours :

- a) — **Pour des articles non inscrits sur préavis de sous-commande du fournisseur considéré :** on demandera au fournisseur de terminer la commande si cela lui est possible. S'il refuse, on tombe dans le 2^e cas ci-après.
- b) — **Pour des articles ayant fait l'objet de préavis de sous-commande du fournisseur considéré :** on demandera au fournisseur s'il lui est possible de terminer la commande sans nouvelle commande ; si le fournisseur répond ne pas le pouvoir, il faudra immédiatement lui faire une commande correspondant au solde de la commande en cours et à valoir sur des préavis de sous-commandes.

2^e Cas.

Il ne s'agit pas de commande en cours : on établira, au fur et à mesure des besoins, des commandes à valoir sur préavis de sous-commandes.

Catégories d'achats effectués en temps de guerre, par les Régions non fusionnées.

α) — Commandes à valoir sur les préavis de sous-commandes.

Les Services d'approvisionnement non fusionnés passent librement les commandes à valoir sur les préavis de sous-commandes qu'ils ont en leur possession, y compris les dépassements aux quantités prévues que le fournisseur peut accepter. Ils peuvent à volonté changer les destinations à donner à ces commandes à l'intérieur de la Région.

b) — Commandes d'articles non prévus sur les préavis de sous-commandes.

Quand il est nécessaire de faire un achat non prévu sur un préavis de sous-commande de la Région, la Région doit adresser ses demandes, quelle que soit leur importance, au Service Central des Approvisionnements, Commandes et Marchés lorsqu'il s'agit d'une marchandise achetée en temps de paix par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés (exemple : marchandises achetées par les Achats Généraux Communs).

Pour les autres marchandises ne figurant pas sur préavis de sous-commande, les Services d'Approvisionnement non fusionnés opèrent directement jusqu'à nouvel ordre (sous réserve des limites concernant les pouvoirs).

c) Cas urgents.

En cas d'urgence, les Directeurs Régionaux ont toute liberté d'action en ce qui concerne les catégories d'affaires et on ne distingue plus les achats normalement effectués par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés des autres achats.

Catégories d'achats effectués en temps de guerre, par les Régions fusionnées.

En cas d'urgence, les Directeurs Régionaux ont toute liberté d'action en ce qui concerne les catégories d'affaires.

Mais les demandes non urgentes d'approvisionnement et de réapprovisionnement sont adressées pour la suite utile au Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, comme en temps de paix ; c'est ce Service qui établit les ordres de livraison à valoir sur préavis de sous-commandes et qui passe les commandes d'articles ne figurant pas sur les préavis.

Dispositions transitoires concernant les services en cours de transformation.

Les dispositions ci-dessus indiquent ce qu'il y a lieu de faire pour les Services fusionnés et pour les Services non fusionnés.

Il y a lieu de considérer un autre cas, celui d'un Service **en cours d'absorption** par le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés : dans ce cas, des ententes particulières doivent intervenir entre le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés et la Région intéressée, compte tenu des dispositions de la présente Instruction et de la situation de fait existante.

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

INSTRUCTION GÉNÉRALE "SERVICE SPÉCIAL"

SÉRIE ORGANISATION DE LA S. N. C. F. N° 1

D

Paris, le 23 août 1939.

Col.

Nm
83

CONFIDENTIEL

ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA S. N. C. F. EN CAS DE MOBILISATION

Article 1. — Préambule.

La présente Instruction Générale entrera en vigueur au moment de la mobilisation. Elle est distribuée à tous les chefs de Divisions des Services centraux et régionaux.

Article 2. — Dispositions générales.

A dater de la réquisition des Chemins de fer, le Directeur Général et le Directeur Général adjoint de la S. N. C. F. prennent les fonctions de **Commissaire technique** et **Commissaire technique adjoint** à la Commission centrale du Chemin de fer, conformément au Décret du 27 janvier 1938.

Le Service central du Mouvement constitue, à la même date, le **Service actif de la Commission centrale du Chemin de fer**.

En principe, les **instructions portant organisation de la S. N. C. F. et en particulier les Ordres Généraux n°s 1, 17, 18 et 19 restent en vigueur** ; l'objet de la présente instruction est d'apporter à ces Ordres généraux les retouches nécessaires pour tenir compte de l'éloignement de certains Services.

Article 3. — Services de la Direction Générale et Services centraux maintenus à Paris auprès du Directeur Général.

Le Directeur Général et le Directeur Général adjoint restent installés 88, rue Saint-Lazare à Paris.

Le Service central du Mouvement reste installé 8, rue de Londres.

Auprès du Directeur Général, 88, rue Saint-Lazare, sont installés ou viennent s'installer au fur et à mesure des éloignements des Services correspondants :

- les Services de la Direction générale maintenus à Paris,
- le Secrétaire général, ou en cas d'éloignement, l'organisme de liaison du Secrétariat général,
- les Directeurs des Services centraux du Matériel et des Installations fixes, qui en principe, resteront auprès du Directeur général pendant la durée des hostilités, tout en assurant la direction de leur Service,
- les Directeurs des Services centraux du Personnel, Commercial, Financiers, des Approvisionnements, commandes et marchés qui resteront personnellement auprès du Directeur Général jusqu'au moment où leur installation personnelle en province, auprès de leur Service éloigné, apparaîtra indispensable. A ce moment, les Directeurs des Services

centraux du Personnel, Commercial, Financiers, des Approvisionnements, commandes et marchés désigneront chacun un fonctionnaire supérieur de leur Service pour assurer les fonctions d'agent de liaison auprès du Directeur Général.

Article 4. — Services centraux installés à Arcueil-Cachan.

Les Services centraux du Matériel et des Installations fixes (dont les Directeurs sont installés à Paris, auprès du Directeur Général), ainsi que les éléments maintenus dans la Région parisienne du Service des Approvisionnements, commandes et marchés (1) seront installés, dès que la décision en sera prise, à Arcueil-Cachan.

Le Directeur du Service des Approvisionnements, commandes et marchés, secondé par un fonctionnaire désigné du Service technique de la Direction générale, sera chargé pour l'ensemble des Services installés à Arcueil, des questions d'installation, de logement, de discipline générale, de liaisons, ainsi que des relations avec les autorités civiles.

Article 5. — Services centraux éloignés dans le Calvados.

Les Services du Secrétariat général, le Service central du Personnel (à l'exclusion de quelques fonctionnaires supérieurs et du Bureau de l'Affectation spéciale maintenu pendant les premiers mois à Paris) le Service Commercial et les Services Financiers (2) seront éloignés dès que la décision en sera prise, dans le Calvados ; ultérieurement, certains éléments d'autres Services, provisoirement maintenus à Paris ou dans la région parisienne, seront également éloignés dans le Calvados.

Par ailleurs, plusieurs régions éloignent des Services ou des ateliers dans le département du Calvados.

Le Directeur du Service central du Personnel (3), secondé par un fonctionnaire désigné, sera chargé pour l'ensemble des Services de la S. N. C. F. éloignés dans le Calvados (y compris les services éloignés des régions et les ateliers) des questions d'installation, de logement, de discipline générale, de liaisons, ainsi que des relations avec les autorités civiles.

Ce haut fonctionnaire réglera notamment les questions d'affectation ou de répartition de locaux, de logement des agents, si possible de logement des familles, éventuellement de ravitaillement et de liaisons d'ensemble avec les autres Services de la S. N. C. F. Il veillera à réserver les places nécessaires pour recevoir tout ou partie des Services provisoirement maintenus à Paris ou dans la région parisienne.

Par ailleurs, ce fonctionnaire sera chargé par délégation du Directeur général de rechercher activement dans tous les Services de la S. N. C. F. repliés dans le Calvados, les agents non indispensables à remettre à la disposition des régions et, le cas échéant, de l'Autorité militaire. Il soumettra toutes propositions dans ce sens au Directeur général.

Article 6. — Extension des pouvoirs des Directeurs de l'exploitation des régions et des Directeurs des Services centraux.

Les instructions générales « Service spécial, Série Organisation de la S. N. C. F. » n^{os} 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 fixent les attributions des Services Centraux et des Services du Secrétariat Général en temps de guerre.

Pour les catégories d'affaires non réservées aux Services centraux en exécution des instructions visées à l'alinéa précédent, les pouvoirs fixés pour les Directeurs des Services Centraux aux paragraphes 1 et 2 du Chapitre I « **Marchés et traités** » de l'Ordre général n^o 17, sont délégués, dès le premier jour de la mobilisation, aux Directeurs de l'Exploitation des Régions.

(1) A l'exclusion des Divisions des approvisionnements, des achats et des ventes et de contrôle des fabrications éloignées à Moulins.

(2) A l'exclusion de quelques fonctionnaires supérieurs maintenus à Paris, du Service du Mouvement des wagons maintenu à Paris, rue de Saussure, jusqu'au 45^e jour de la mobilisation, et du Service de la liquidation des Transports de la guerre éloigné à Blois.

(3) Pendant la période du début des hostilités, le Chef adjoint du Service commercial remplacera dans la mission indiquée, le Directeur du Service central du Personnel, maintenu lui-même à Paris auprès du Directeur Général.

Pour les mêmes catégories d'affaires, les pouvoirs fixés pour le Directeur du Service des Approvisionnements au paragraphe 3^o du même chapitre, concernant « les marchés et traités qui, en raison de leur urgence, de la fluctuation des cours, des conditions économiques ou financières, etc... requièrent célérité » sont délégués aux Directeurs de l'Exploitation des Régions, mais seulement dans la limite des pouvoirs du temps de paix du Directeur Général.

Compte rendu sommaire ou copie des décisions prises sera adressé par les Directeurs de l'Exploitation des régions aux Directeurs des Services centraux pour les affaires qui, en temps de paix, sont de la compétence de ces Services.

Les Directeurs des Services centraux recevront, de leur côté, des pouvoirs spéciaux par délégation du Directeur Général.

Les dispositions générales et règles intérieures fixées à l'Ordre Général N^o 17 sont maintenues en vigueur, sauf disposition contraire.

Article 7. — Préparation des commandes et marchés — Contrôle.

Le Directeur du Service A est chargé de préparer, d'accord avec les Services Centraux intéressés, et de notifier aux régions et aux Services les clauses-types à insérer dans les contrats de la S. N. C. F. à passer pendant la durée des hostilités.

Le contrôle *a priori* des commandes et marchés est exercé en temps de guerre, par un fonctionnaire supérieur relevant directement du Directeur Général et installé auprès de lui, 88, rue Saint-Lazare; ce contrôle porte sur les commandes et marchés qui par leur importance sont du ressort du Directeur Général ou des autorités supérieures, ainsi que sur toutes les conventions de durée susceptibles d'engager la S. N. C. F. au-delà de la cessation des hostilités.

Des instructions spéciales régleront le contrôle *a posteriori* à exercer sur les autres contrats.

Article 8. — Présentation à l'autorisation ministérielle, des projets de travaux complémentaires.

Les Directeurs de l'Exploitation des Régions ont délégation du Directeur du Service V pour soumettre directement à l'autorisation ministérielle, s'il est nécessaire, les projets de travaux complémentaires de premier établissement, jusqu'à 1 M., sous réserve, en ce qui concerne les projets compris entre 200.000 f et 1 M., de l'accord des Services centraux intéressés sur le programme des travaux à entreprendre.

Article 9. — Etablissement et envoi des instructions.

Les instructions de principe permanentes ainsi que les instructions applicables pendant toute la durée des hostilités, préparées par le Directeur Général ou par les Directeurs des Services centraux, seront envoyées sous la forme prévue à l'Ordre général n^o 3 par les soins du Secrétariat de la Direction générale.

Les autres instructions préparées par les Directeurs des Services centraux seront envoyées directement aux Régions par leurs soins sous forme de lettre ou d'avis avec copie à titre de compte rendu au Directeur Général.

En cas de force majeure ou d'urgence exceptionnelle, les Directeurs des Services centraux et les Directeurs de l'Exploitation des Régions peuvent prendre sous leur responsabilité toute décision imposée par les circonstances, sauf à rendre compte au Directeur Général par l'intermédiaire du Directeur du Service Central compétent.

Les dispositions précédentes sont applicables aussi bien aux Services centraux maintenus dans la région parisienne qu'aux Services centraux éloignés.

Article 10. — Organisation des Services de la Direction Générale maintenus à Paris.

Compte tenu de l'éloignement dans le Calvados du Secrétariat général de la S. N. C. F. les Services de la Direction générale maintenus à Paris et installés 88, rue Saint-Lazare, comprendront essentiellement :

- le Secrétariat de la Direction générale,
- le Service technique de la Direction générale.

Ces deux Services seront placés sous l'autorité d'un fonctionnaire désigné qui aura en outre délégation pour prendre certaines décisions urgentes en cas d'absence du Directeur Général et du Directeur Général adjoint et pour traiter certaines affaires courantes, les questions d'organisation de détail et de liaison entre les Services de la S. N. C. F., ainsi que certaines questions de liaison avec les Services du Ministère des Travaux Publics.

Le Secrétariat de la Direction Générale sera chargé du courrier de la Direction générale, du classement des affaires, de la dactylographie, de l'impression et de la distribution des instructions, du service intérieur, de la protection du personnel du 88, rue Saint-Lazare (défense passive) ainsi que des liaisons avec les Services centraux et les Directions régionales.

Le Service technique de la Direction Générale sera chargé d'organiser, puis de suivre au jour le jour les repliements des Services régionaux et Services centraux, d'organiser les liaisons entre la Direction générale, les Directions régionales et les Services éloignés, de faire les démarches nécessaires dans les Services du Ministère des Travaux publics pour l'aboutissement des affaires, de gérer les statistiques du temps de guerre, de préparer les rapports d'ensemble et les programmes, enfin, de procéder aux études et démarches qui lui seront confiées par le Directeur général.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.